

9.1 PERSONNE RESPONSABLE

Responsable du Document de Référence et du Rapport Financier Annuel

M. Jean-Dominique Senard, Président de la Gérance.

/ Attestation du responsable du Document de Référence et du Rapport Financier Annuel

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Document de Référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion (chapitre 2 du présent Document de Référence) présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document.

Les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 présentés dans ce document ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux figurant au chapitre 7.2 du présent Document de Référence.

Les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, incorporés par référence au chapitre 9.3 du présent Document de Référence, ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux.

Les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, incorporés par référence au chapitre 9.3 du présent Document de Référence, ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux qui contient une observation technique.

Clermont-Ferrand, le 7 mars 2016.

Jean-Dominique Senard,
Président de la Gérance

9.2 CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES

9.2.1 COMMISSAIRES AUX COMPTES

La loi française a institué un contrôle légal de caractère permanent par deux Commissaires aux Comptes indépendants. La vérification de la régularité, de la sincérité et de l'image fidèle des comptes constitue l'objectif principal de ce contrôle.

Les Commissaires aux Comptes sont nommés par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires pour une durée de six exercices, sur proposition du Conseil de Surveillance après examen du Comité d'Audit, et sont rééligibles. Ils contrôlent la régularité des comptes et exercent l'ensemble des missions de contrôle prévues par la loi. Les autres missions qui peuvent leur être confiées par Michelin ne sont pas de nature à porter atteinte à leur indépendance.

La Compagnie Générale des Établissements Michelin, structure de tête du groupe Michelin, a pour Commissaires aux Comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit

Membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles

63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine

Représentée par Éric Bulle, Associé
Avec pour suppléant, Pierre Coll, associé du même Cabinet

Deloitte & Associés

Membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles

185, avenue Charles-de-Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine

Représentée par Pascale Chastaing-Doblin, Associée
Avec pour suppléant, la société BEAS

195, avenue Charles-de-Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Il n'existe ni dépendance juridique, ni dépendance économique entre eux ou leurs firmes.

Le mandat des Commissaires aux Comptes arrivera à expiration à l'issue de l'Assemblée générale appelée en 2016 à statuer sur les comptes de l'exercice 2015.

9.2.2 TABLEAU DES HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE DES ÉTABLISSEMENTS MICHELIN (CGEM)

Les tableaux suivants détaillent le total des honoraires hors taxes versés en 2014 et 2015 par le groupe Michelin à ses Commissaires aux Comptes.

| Années 2015 et 2014 | PricewaterhouseCoopers | | | | Deloitte | | | | Total | | | |
|--|------------------------|--------------|----------------|----------------|-----------------|--------------|----------------|----------------|-----------------|--------------|----------------|----------------|
| | (en milliers €) | | (%) | | (en milliers €) | | (%) | | (en milliers €) | | (%) | |
| | 2015 | 2014 | 2015 | 2014 | 2015 | 2014 | 2015 | 2014 | 2015 | 2014 | 2015 | 2014 |
| Audit | | | | | | | | | | | | |
| Commissariat aux Comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés | | | | | | | | | | | | |
| ▶ CGEM | 333 | 291 | 6,0 % | 6,1 % | 275 | 265 | 7,2 % | 7,7 % | 608 | 556 | 6,5 % | 6,8 % |
| ▶ Filiales françaises intégrées globalement | 736 | 742 | 13,2 % | 15,6 % | 717 | 701 | 18,8 % | 20,4 % | 1 453 | 1 443 | 15,5 % | 17,7 % |
| ▶ Filiales étrangères intégrées globalement | 3 154 | 2 688 | 56,6 % | 56,7 % | 1 974 | 1 854 | 51,8 % | 54,1 % | 5 128 | 4 542 | 54,6 % | 55,6 % |
| Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux Comptes | | | | | | | | | | | | |
| ▶ CGEM | - | - | 0,0 % | 0,0 % | - | - | 0,0 % | 0,0 % | - | - | 0,0 % | 0,0 % |
| ▶ Filiales intégrées globalement | 870 | 454 | 15,6 % | 9,6 % | 716 | 298 | 18,8 % | 8,8 % | 1 586 | 752 | 16,9 % | 9,1 % |
| Sous-total Audit | 5 093 | 4 175 | 91,4 % | 88,0 % | 3 682 | 3 118 | 96,6 % | 91,0 % | 8 775 | 7 293 | 93,5 % | 89,2 % |
| Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement | | | | | | | | | | | | |
| Juridique, fiscal et social | 419 | 459 | 7,5 % | 9,7 % | 104 | 98 | 2,7 % | 2,9 % | 523 | 557 | 5,6 % | 6,8 % |
| Autres | 59 | 110 | 1,1 % | 2,3 % | 27 | 212 | 0,7 % | 6,1 % | 86 | 322 | 0,9 % | 4,0 % |
| Sous-total Autres | 478 | 569 | 8,6 % | 12,0 % | 131 | 310 | 3,4 % | 9,0 % | 609 | 879 | 6,5 % | 10,8 % |
| TOTAL GÉNÉRAL | 5 571 | 4 744 | 100,0 % | 100,0 % | 3 813 | 3 428 | 100,0 % | 100,0 % | 9 384 | 8 172 | 100,0 % | 100,0 % |

Les autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux Comptes concernent essentiellement :

- ▶ des procédures convenues de revue financière, comptable et informatique ;
- ▶ l'examen du Rapport d'Activité et de Développement Durable ; ainsi que
- ▶ diverses attestations (notamment liées à l'obtention de subventions).

Les autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement concernent essentiellement des revues de conformité concernant la documentation sur les prix de transfert ou les déclarations fiscales.

9.3 INCORPORATION PAR RÉFÉRENCE DES COMPTES 2013 ET 2014

Les informations suivantes sont incorporées par référence dans le présent Document de Référence :

- ▶ Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013 ainsi que le rapport des Commissaires aux Comptes y afférent sont contenus dans le Document de Référence déposé auprès de l'AMF le 5 mars 2014 (D.14-0116) respectivement aux pages 196 à 260 et 261.
- ▶ Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2014 ainsi que le rapport des Commissaires aux Comptes y afférent sont contenus dans le Document de Référence déposé auprès de l'AMF le 2 mars 2015 (D.15-0093) respectivement aux pages 196 à 260 et 261.